

Les Etats généraux de l'espérance à Saint-Ouen

CHRETIENS ET CITOYENS

« **N**OUS sommes la société civile de l'Eglise. Hier, et aujourd'hui encore trop souvent, nous n'étions que des sujets. Ces Etats généraux proclameront que nous voulons être des citoyens à part entière du peuple de Dieu. » C'est ce qu'a notamment déclaré Georges Montaron, directeur de « Témoignage chrétien », en inaugurant samedi les « Etats généraux de l'espérance ». Réunies durant deux jours à l'île de Vannes de Saint-Ouen, quatre mille personnes venues de toute la France ont confronté expériences et opinions sur cinq thèmes jugés prioritaires : construire la paix, ouvrir les chemins d'une éthique, bâtir une économie solidaire, vivre la modernité, expérimenter la démocratie dans l'Eglise. Aux côtés d'une majorité de laïcs, plusieurs évêques, parmi lesquels le père Deroubaix, le père Gaillot, le père Lacrampe (évêque de la Mission de France), le père Dalloz, représentant le

président de la conférence épiscopale, ont participé aux travaux.

Soutenus par les revues « l'Actualité religieuse dans le monde », « Croyants en liberté », « la Vie » et « Témoignage chrétien », les Etats généraux se sont voulus un temps fort de l'action de ceux qui souhaitent une Eglise au service de l'homme et de la réussite du monde. En effet, les participants se sont dits tout à la fois marqués par « les racines chrétiennes de notre société, par l'illumination du Siècle des lumières, par l'idéal des droits de l'homme de la Révolution française, par la conscience démocratique des républicains et par le martyr des combattants de la Résistance scellant dans le sang leur charte de libération ». Pour les mêmes, « l'Eglise est faite de baptisés, égaux en dignité, distincts par les charismes, les fonctions, mais tous appelés à jouer un rôle ».

C'est autour de ces deux idées forces qu'en 1989 est né « l'appel au dialogue

dans l'Eglise ». Des chrétiens affirment alors « ne plus pouvoir se taire » après les prises de position du Vatican et de l'épiscopat français condamnant la contraception, la protection contre le SIDA, la liberté d'expression cinématographique. Ils contestent des nominations d'évêques qui violent les procédures de consultation. Pour eux, « une restauration » est en marche qui tourne le dos aux orientations de Vatican II.

vingt-sept mille personnes ont signé un appel qui indique : « Nous ne nous reconnaissons pas dans les attitudes frileuses des plus hauts responsables de l'épiscopat et du Vatican. Epris de liberté, nous nous étonnons des silences et des censures qui servent à éluder le débat légitime des Chrétiens, membres d'une même église. » Des doléances, les signataires sont passés aux propositions en décidant d'organiser des Etats généraux dans ce sens. Une quinzaine de forums, rassemblant des milliers de

chrétiens ont ainsi préparé la rencontre de l'île de Vannes.

Environ huit cents personnes ont participé samedi après-midi au forum sur la démocratie dans l'Eglise au cours duquel fut dénoncée « la dictature de Rome » en matière de nomination d'évêques, la place de la femme réduite dans l'institution « au rôle de reflet ». Dans ses structures, fut-il dit, l'Eglise est encore trop loin du monde et ne donne pas assez la parole aux pauvres, aux exclus.

Dénonciation du chômage, des discriminations, des exclusions, refus de la fatalité et d'une économie qui élimine les hommes ont marqué les forums sur l'économie et sur la paix. « On ne peut construire la paix avec la recherche du profit maximal », disait l'un. « Il faut renoncer au seul moteur du profit, renchérissait l'autre, ainsi qu'à l'assistantat qui n'engendre que la dépendance. Assez de la mentalité des gagnants. Ras le bol de la consommation à outrance. »

Maïté Pinero

